

Secrétariat général

PAR COURRIEL

Québec, le 4 octobre 2023

[REDACTED]

OBJET : Réponse – Demande d'accès aux documents
N/Réf. (dossier) : 2023-46

[REDACTED]

La présente est en réponse à votre demande d'accès aux documents datée du 14 septembre 2023 relative à :

« 1) Pourriez-vous s'vp fournir tout document en lien avec les questions suivantes :

- a. Toute correspondance dans la semaine précédent ou suivant la rencontre du 25 janvier 2022 faisant état d'une réflexion ou d'une préoccupation quant aux dernières décisions gouvernementales moins appuyées sur les recommandations scientifiques.
- b. Quelles décisions étaient visées par cette remarque?

Et, dans un autre ordre d'idées, s'vp fournir :

- 2) Les ordres du jour, compte-rendus et procès-verbaux des réunions du Comité Éthique-COVID du mois de janvier 2022.
- 3) Les ordres du jour, compte-rendus et procès-verbaux des réunions du Comité de surveillance sur les variants de l'INSPQ du mois de janvier 2022.
- 4) Les ordres du jour, compte-rendus et procès-verbaux des réunions du Comité des Cadres intermédiaires de l'INSPQ du mois de janvier 2022.
- 5) S'vp fournir la liste de tous les comités qui ont existé au sein de l'INSPQ entre 2020 et aujourd'hui. »

Pour les points 1, 2 et 5 de votre demande, l'Institut ne détient aucun document. Notez que pour le point 2, il s'agit d'un comité qui relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

...2

Pour les points 3 et 4, vous trouverez en pièce-jointe les documents détenus par l'Institut.

Certains passages ont été caviardés en vertu des articles 37 et 39 lorsqu'il s'agissait de passages délibératifs faisant état d'avis, de recommandations ou d'analyses.

Une note explicative concernant l'exercice du droit de recours en révision devant la Commission d'accès à l'information est annexée.

Veillez agréer, [REDACTED], l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La responsable de l'accès aux documents,



Julie Dostaler
Secrétaire générale

p. j. - Documents
- Avis de recours

N/Réf (correspondance) : 8902

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.